

# **MESSAGE DU CHEF DE L'ETAT A LA NATION**

**\*\*\*\*\***

## **A l'occasion de la fin d'année 2020 et du Nouvel An 2021.**

Yaoundé, le 31 décembre 2020

Camerounaises, Camerounais,

Mes chers compatriotes,

Vous comprendrez, j'en suis sûr, que je commence ce message traditionnel en vous parlant de l'irruption, sur notre planète, de la pandémie du corona virus. A cet égard, l'année 2020 restera certainement dans les mémoires comme une année sombre, marquée par des centaines de milliers de morts à travers le monde.

Comme la quasi-totalité des pays, le Cameroun a été touché. Peut-être moins gravement que d'autres Etats. Malgré nos efforts, le COVID-19 a endeuillé de nombreuses familles et provoqué de graves difficultés dans le fonctionnement de notre économie et de notre société.

Je saisis cette occasion pour saluer de nouveau le dévouement de nos médecins, infirmiers et, de façon générale, de notre personnel de santé, grâce auquel de nombreuses vies ont pu être sauvées et continuent de l'être.

Il est peut-être trop tôt pour essayer de tirer les leçons de ce douloureux épisode qui, d'ailleurs, se poursuit. Est-il nécessaire de rappeler que l'actuelle pandémie n'est pas la première et que l'Histoire nous a appris que des épidémies ont anéanti des populations entières : la plus récente s'étant déclarée au lendemain de la Première Guerre mondiale.

Faut-il y voir la responsabilité de l'homme, coupable d'exploiter sans modération les ressources naturelles de la planète et de se livrer sans cesse à des conflits générateurs de massacres et de maladies, ainsi qu'à des expériences pour développer des armes nouvelles ? La question doit, je crois, être posée. Quelle que soit la réponse, c'est le mérite de notre époque d'avoir clairement soulevé le problème de la relation entre l'homme et son milieu naturel. C'était, me semble-t-il, l'objectif de la Conférence de Paris sur le réchauffement climatique dont les recommandations restent d'actualité.

Quoi qu'il en soit, nous ne devons pas pour autant dormir sur nos lauriers. J'ai personnellement constaté que la plupart de nos concitoyens ne respectent plus les mesures de protection édictées par le Gouvernement.

Au moment où, partout ailleurs, l'on constate une deuxième vague de l'épidémie, couplée à l'apparition d'une nouvelle souche du virus plus contagieuse, je vous exhorte de nouveau à porter vos masques, à vous laver régulièrement les mains et à faire appel à un médecin ou à tout autre personnel de santé au cas où des symptômes apparaissent. C'est le seul moyen de préserver les vies et de freiner la propagation du virus.

Mes chers compatriotes,

L'attention que nous avons dû porter à la situation sanitaire ne nous a pas empêchés de nous consacrer aux autres tâches essentielles liées à la gestion de notre pays, c'est-à-dire :

- assurer la sécurité et la paix sur toute l'étendue de notre territoire national ;
- consolider notre processus démocratique,
- enfin, poursuivre la réalisation de notre programme de développement sur les plans économique, social et culturel.

Depuis quelques années, notre pays fait face à des menaces venant de l'extérieur, notamment à notre frontière orientale et dans la partie septentrionale de notre territoire.

Dans le premier cas, il s'agit de bandits de grands chemins, attirés par des proies faciles que constituent de paisibles éleveurs et leurs troupeaux.

Dans le second, ce sont désormais des raids isolés de Boko Haram ou des tentatives d'attentats-suicides confiés à des adolescents. La vigilance et l'action efficaces de nos forces de défense et de sécurité ont fait diminuer sensiblement les actes de ces criminels.

La situation est différente dans nos régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest où des groupes armés, entretiennent un climat de terreur et d'insécurité. C'est ainsi que, périodiquement, ils attaquent des communautés isolées et également des établissements d'enseignement pour dissuader les parents d'y envoyer leurs enfants. La liste est déjà longue des exactions et des crimes qu'ils ont commis. L'un des plus odieux est celui qui a eu lieu récemment à Kumba et qui s'est soldé par la mort de 07 écoliers et des blessures infligées à plusieurs autres.

Ce crime qui choque la conscience humaine, ne restera pas impuni. Tous les coupables seront recherchés sans relâche, et traduits devant la justice. D'ores et déjà, l'opinion publique, et particulièrement celle de nos deux régions concernées, peut se rendre compte, si ce n'est déjà fait, que ces soi-disant « sécessionnistes » ne sont en réalité que des assassins, et qui plus est, des assassins d'enfants innocents. C'est peu dire que la tuerie de Kumba a suscité l'indignation générale.

C'est le moment pour moi d'en appeler, une fois de plus, à la responsabilité des pays amis qui hébergent les commanditaires et des organisations qui financent et animent, par divers canaux, les bandes armées dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Tous ceux qui, au terme des enquêtes, seront identifiés comme donneurs d'ordres ou complices de ces crimes odieux, devront répondre de leurs actes.

Pourtant, notre Gouvernement n'a jamais cessé d'apporter la preuve de sa volonté d'ouverture et de dialogue en libérant par exemple de nombreux ex-sécessionnistes et en facilitant leur réinsertion dans la société.

D'autre part, après la tenue du Grand Dialogue National, il a accéléré la mise en œuvre d'une ambitieuse politique de décentralisation qui comporte notamment, pour nos régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, l'accession à un statut spécial tenant compte de leurs spécificités et de leurs aspirations.

J'exhorte de nouveau les jeunes enrôlés dans les bandes armées à sortir de brousse et à regagner les centres de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR) afin de retrouver, comme leurs autres jeunes compatriotes, une vie normale.

L'insécurité dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest n'a que trop porté préjudice à notre pays. Notre démocratie permet l'expression pacifique de toutes les opinions, mais dans le respect des lois et règlements. Sinon, la paix et la stabilité seraient menacées.

C'est le lieu de se féliciter de l'attitude patriotique de ceux de nos concitoyens du Nord-Ouest et du Sud-Ouest qui, non seulement, coopèrent de plus en plus avec les forces de défense et de sécurité, mais aussi entreprennent de lutter courageusement contre ces bandes armées. Ils ont pris conscience que ces gens-là n'agissent pas dans l'intérêt des populations.

Je voudrais également saluer ici la bravoure de nos forces de défense et de sécurité qui n'ont pas failli à leur devoir de protection de l'intégrité du territoire nationale, des personnes et des biens. Elles méritent le respect et la considération de tous. Je les encourage à persévérer et à demeurer une force républicaine, respectueuse des droits humains.

Par ailleurs, l'on doit regretter que quelques-uns de nos compatriotes, regroupés autour d'une personnalité dont les ambitions avaient été déçues lors de la dernière élection présidentielle, aient profité des difficultés sécuritaires et sanitaires pour tenter de susciter une insurrection, faussement appelée « marches pacifiques ». Grâce à la maturité du peuple camerounais, ces marches ont heureusement été peu suivies.

Est-il vraiment nécessaire de rappeler qu'en démocratie, l'accès aux responsabilités politiques est assuré par la voie des urnes et non par la rue, par certains médias ou par les réseaux sociaux ?

C'est précisément le cas au Cameroun où le processus démocratique se déroule selon les dispositions de notre Constitution et selon les règles fixées par nos lois. La période récente en a donné un bon exemple :

- en mars 2018, le mandat des sénateurs est renouvelé ;
- en octobre 2018, le Chef de l'Etat est élu avec une très large majorité ;
- en février 2020, des élections législatives ont lieu, assurant au Gouvernement une majorité confortable à l'Assemblée Nationale ;
- à la même date, les élections municipales mettent fin au système des délégués du gouvernement dans les grandes villes, désormais gérées par des maires élus ;
- en décembre 2020, les élections régionales viennent de compléter les dispositions prévues dans le processus de décentralisation.

Ainsi se confirme, chaque jour davantage, notre volonté politique de mener à bien le projet démocratique répondant aux souhaits véritables du peuple camerounais, projet initié dès mon accession à la magistrature suprême et qui a conduit, quelques années plus tard, à l'institution du multipartisme.

A ceux qui critiquent les imperfections de notre démocratie, je répons que nous n'avons eu que quelques décennies pour la mettre en place. Les grands pays démocratiques, de leur côté, n'y sont parvenus qu'au terme de plusieurs siècles marqués par des révolutions, des guerres civiles et même des épisodes de dictature.

Pour ma part, je suis bien conscient de tout ce qui reste à faire. Mais j'ai la conviction que nous sommes sur la bonne voie et que bientôt, nous pourrons tous être fiers de nos avancées démocratiques.

Mes chers compatriotes,

Il faut bien reconnaître que le contexte international – notamment la pandémie du corona virus et la baisse de la croissance mondiale – n'a pas facilité la bonne tenue de nos finances publiques et de notre économie au cours de l'année qui s'achève.

Tout en maintenant nos objectifs de croissance, nous avons dû prendre des mesures de consolidation budgétaire et de soutien à l'économie afin de passer ce cap difficile et de rendre possible une politique de relance en 2021.

C'est ainsi qu'il a été décidé de finaliser les projets qui concernent le Championnat d'Afrique des Nations 2021 et la Coupe d'Afrique des Nations de Football 2022, de poursuivre la mise en œuvre des plans de reconstruction et de développement des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ainsi que de l'Extrême-Nord.

Malgré ces efforts, il est prévisible que notre taux de croissance, qui s'était stabilisé autour de 4 % au cours des dernières années, subisse une nette érosion en 2020 et que l'inflation reparte légèrement à la hausse. L'impact du ralentissement de l'économie mondiale et l'évolution de notre situation nationale, notamment en ce qui concerne l'augmentation des dépenses de sécurité, y ont sans doute contribué.

Néanmoins, il apparaît qu'en dépit des difficultés, l'économie camerounaise a conservé une certaine capacité de rebond. Grâce à l'appui de nos partenaires internationaux et, dans l'hypothèse d'un recul de la pandémie, il est alors permis de penser qu'une reprise est possible dans les mois à venir.

Dans cet esprit, je voudrais maintenant appeler votre attention sur le lancement récent de notre Stratégie Nationale de Développement (SND) qui remplace le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) arrivé à son terme.

La Stratégie Nationale de Développement définit les grands axes de notre planification jusqu'en 2030. Ce document tire les leçons des expériences passées et fixe de nouveaux objectifs pour la décennie à venir, notamment une transformation structurelle de notre économie et un développement inclusif.

Il conviendra donc de passer à la vitesse supérieure pour lutter contre la pauvreté, le chômage et la persistance du secteur informel. Il faudra également s'efforcer d'atteindre un taux de croissance de 8 % en procédant à une transformation structurelle de notre économie et en améliorant l'efficacité de la dépense

publique. Ainsi, nous conserverons toutes les chances de parvenir à l'émergence à l'horizon 2035.

Bien entendu, nous poursuivrons par ailleurs la mise en œuvre de notre politique de développement social qui a été définie au début du septennat en cours, qu'il s'agisse de l'emploi des jeunes, de l'éducation, de la santé et de la famille.

Telles sont, mes chers compatriotes, les grandes lignes de l'action que, malgré les difficultés, le Gouvernement s'est employé à mettre en œuvre au cours des derniers mois et qu'il va poursuivre dans les prochaines années. Celles-ci seront cruciales pour notre marche vers l'émergence.

J'ai la conviction que nous pourrions atteindre nos objectifs, à condition que nous acceptions de faire les efforts nécessaires et d'entreprendre les réformes indispensables.

Camerounaises, Camerounais,  
Mes chers compatriotes,

L'année qui s'achève n'a pas été une année facile. Nous avons dû relever de nombreux et importants défis. Nous devons rester, comme par le passé, unis et déterminés. Le peuple camerounais a toujours montré qu'il était à la hauteur des enjeux qui le concernent. Il faut s'en féliciter.

Bonne et heureuse année, à toutes et à tous.

Vive la République !  
Vive le Cameroun !